

Cultiver des légumes bruxellois, défi impossible ?

D'ici 2035, 30 % des fruits et légumes consommés à Bruxelles devront y être cultivés. Pour y parvenir, la capitale devra compter sur sa périphérie.

ARNAUD BRUCKNER

Arnaud Bruckner

22 ans – Bruxelles

Jeune journaliste bruxellois, je suis titulaire d'un master à l'IHECS. Je travaille depuis quelques mois pour BX1.

Je suis passionné par les questions environnementales, médicales et politiques (particulièrement américaine).

Partir d'une actualité, et y raccrocher ceux qu'elle concerne : une humanisation du journalisme qui me tient particulièrement à cœur.

Agriculture urbaine et climat

En 2017, l'agriculture était la cinquième source la plus importante de gaz à effet de serre en Belgique. L'agriculture urbaine est donc une manière efficace de lutter contre le changement climatique. Ainsi, la production agricole en ville est moins polluante (peu ou pas de pesticides, réutilisation de l'eau, de la chaleur et des déchets). Les fermes urbaines profitent aussi de ce que la ville peut leur offrir : les immeubles protègent du vent, il y fait plus chaud, etc. On réduit également la distance entre le champ et l'assiette, et particulièrement les « derniers kilomètres », qui sont parmi les plus polluants, via la mise en place de circuits courts et de ceintures alimentaires autour des villes.

Dans l'une des serres, des micropousses sont récoltées sur de grandes tables bougeant en fonction des saisons.

L'objectif est ambitieux : d'ici 2035, produire en métropole 30 % des fruits et légumes consommés à Bruxelles permettrait de lutter contre le changement climatique (voir encadré). Avec un cadastre de seulement 250 ha de champs, le but semble inatteignable. Selon Alexandre Lefebvre, expert en agriculture urbaine, il faudrait 590 ha au minimum. Bruxelles compte donc sur ses fermes urbaines et sa périphérie, grande productrice de denrées maraîchères.

Jean-Pierre De Leener est agriculteur en Flandre, à Leeuw-Saint-Pierre, à 2 km de Bruxelles. Selon lui, il s'agit « d'un bel objectif, mais il faudra prendre des mesures pour l'atteindre en démocratisant les terres pour permettre à de nouveaux cultivateurs de s'installer ». Pour cela, il faudra diminuer la spéculation foncière, qui cause des prix élevés en périphérie. Jean-Pierre De Leener estime également que « les circuits courts sont une solution, mais il faudra voir si tous les agriculteurs de la périphérie seront d'accord de ne vendre qu'à Bruxelles ».

Et dans la capitale ?

Si les champs bruxellois sont surtout dédiés aux céréales, ce sont les fermes urbaines, situées souvent sur des toits, qui produisent la majorité des fruits et légumes. Ainsi, Groot Eiland et la Ferme Abattoir produisent toutes deux exclusivement pour Bruxelles : tomates, petites pousses, aromates, etc. « Il s'agit de "high value crops", explique Stefie Serwanckx de Groot Eiland, des produits qui prennent peu de place, mais qui ont une grande valeur nutritive et marchande. » Économie sociale oblige, ils veulent œuvrer aux objectifs, mais « sans stress sur les travailleurs ».

À la Ferme Abattoir, on est moins optimiste. « Il faudrait une aide supplémentaire de la Région, explique Steven Beckers, son fondateur, mais la politique agricole commune européenne empêche toute subvention importante à Bruxelles pour l'agriculture urbaine dont la vocation première n'est pas sociale. »

Tous louent les objectifs bruxellois, mais s'interrogent sur la faisabilité du projet. Selon l'expert Alexandre Lefebvre, « l'objectif reste très ambitieux, et ce n'est vraiment pas sûr que nous y arriverons ».



Jean-Pierre De Leener.

